

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21249 - 78ÈME ANNÉE

## Conférence de Wilfrid Bertile sur les organisations d'intégration régionale à l'université d'Antananarivo -3- Le co-développement présenté aux étudiants malgaches



Ce 8 mai, Wilfrid Bertile tenait une conférence sur le thème des organisations d'intégration régionale à l'Université d'Antananarivo, organisée par la Mention COMMO. Au terme de son exposé, le conseiller régional délégué au co-développement régional répondit à plusieurs questions relatives à la Commission de l'océan Indien. Il présenta également aux nombreux étudiants malgache la stratégie de co-développement portée par la Région Réunion.

Le 8 mai dernier, l'Université d'Antananarivo accueillait dans ses murs un ancien secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, Wilfrid Bertile. Ce fut à l'occasion d'une conférence de l'élu régional réunionnais, ancien professeur de Géographie, sur le thème des Organisations d'intégration régionale.

### L'exemple du riz

Lors de la séance des questions, Wilfrid Bertile put exposer le concept de co-développement, bien différent de celui de la coopération. L'objectif principal est d'aller vers le partenariat gagnant-gagnant. Il cita comme exemple la production de riz à Madagascar. Apporter un soutien pour que le pays puisse être autosuffisant puis exportateur permettra à La Réunion de ne plus importer l'aliment de base de Thaïlande. Les 60000 tonnes consommées annuellement à La Réunion pourront être fournies par l'excédent de production de Madagascar.

### L'aliment animale est un autre sujet possible de co-développement

À La Réunion, elle est importée d'Amérique latine. Pourquoi ne pas faire venir ses produits de Madagascar ?

À La Réunion, elle est importée d'Amérique latine. Pourquoi ne pas faire venir ses produits de Madagascar ?

### Compagnie maritime régionale

Wilfrid Bertile souligna que les perturbations du commerce mondial causées par la crise COVID et la guerre en Ukraine ont rappelé la nécessité de raccourcir les approvisionnements. Actuellement, le commerce entre les pays de la COI est très faible. La création d'une

compagnie maritime régionale permettrait de développer les échanges entre nos îles. Les producteurs auront de meilleurs débouchés. Les consommateurs auront la garantie de l'approvisionnement.

### **Pour La Réunion, ceci peut concerner de nombreux produits.**

Cela permettra également de renouer des liens culturels et historiques grâce à l'intensification des échanges aux bénéfices mutuels.

Le co-développement est la stratégie qui guide la politique de voisinage de la Région Réunion.

### **La COI et les conflits**

Auparavant, après l'exposé, les étudiants posèrent quasiment immédiatement la première question. Ceci soulignait l'intérêt des étudiants pour la Commission de l'océan Indien.

Une étudiante a demandé pourquoi la COI ne prenait pas une position sur la question des îles Éparses et sur celle de Mayotte. Wilfrid Bertille répondit que la COI avait parmi ses principes celui de ne pas prendre parti dans un différend impliquant deux de ses membres. Le contraire causerait la disparition de l'organisation.

### **Ceci n'empêche pas la COI de s'impliquer activement dans la résolution de conflits.**

Wilfrid Bertile cita deux exemples. Il évoqua tout d'abord la participation de la COI comme médiateur dans la crise séparatiste qui toucha les Comores. La COI contribua aux Accords de Fomboni qui ramenèrent la paix en instaurant une présidence tournante de l'union des Comores.

### **Accord de Fomboni et rencontre de Dakar**

Wilfrid Bertile revint également sur le rôle qu'il joua en tant que secrétaire général de

la COI lors de la crise électorale de 2001 à Madagascar, avec de fait deux candidats se déclarant président. Wilfrid Bertile rencontra Didier Ratsiraka et Marc Ravalomana et leur proposa de se réunir pour sortir de l'impasse. Cette proposition déboucha sur une rencontre à Dakar où fut signé un accord malheureusement pas respecté.

Wilfrid Bertile indiqua également que la COI était porteuse d'un important message de solidarité. Lors de la crise de 2009 à Madagascar, la Grande Île fut temporairement exclue de la SADC. La présidence seychelloise de la COI voulait s'inscrire dans les pas de la SADC et exclure Madagascar. Wilfrid Bertille réussit à rappeler aux Seychelles les fondamentaux de la COI, notamment la solidarité familiale, et que sans Madagascar, que restait-il de la COI. La présidence seychelloise décida finalement de maintenir Madagascar dans la COI.

### **L'UE privilégie les projets liés à la pêche**

Wilfrid Bertile fut également interpellé sur les effets du poids du financement de l'Union européenne sur l'indépendance de la COI. L'ancien secrétaire général de la COI répondit que ceci se ressentait dans les projets financés par l'UE, ils concernent essentiellement la pêche car les bateaux européens sont nombreux à pêcher dans nos eaux où la ressource est encore abondante, contrairement à l'Europe.

### **Remerciements**

En conclusion, le Docteur Rasoanilana, responsable de la Mention COMMO, remercia chaleureusement Wilfrid Bertile de sa venue à l'université d'Antananarivo, de la qualité de sa conférence qui permit un moment d'échange très intéressant et formateur pour les enseignants et les étudiants.

Wilfrid Bertile remercia l'université de son accueil et notamment les étudiants. Pour

lui, cette conférence fut notamment un moment de rajeunissement., grâce au partage avec des membres de la jeunesse malgache.

Fin

**Manuel Marchal**

## **La Première ministre Elisabeth Borne n'a pas proposé de sortie de crise**

**A La Réunion du 11 au 13 mai, la Première ministre Élisabeth Borne, a fait quelques annonces sur le logement, l'emploi, ou encore l'agriculture, qui n'ont pas convaincu.**

Venue pour "*balayer tous les sujet de préoccupations*", "*apporter des réponses concrètes*" et surtout "*rencontrer les Réunionnais*", cette visite a surtout servie de campagne de communication pour le gouvernement que de réel prise en compte politique des défis de La Réunion.

### **Beaucoup de promesses**

Élisabeth Borne a, sur le site de la prise d'eau de la rivière-du-Mât, annoncé le financement de l'État, à hauteur de 30 millions d'euros, du projet MEREN, "*Mobilisation des ressources en eau des micro-régions Est et Nord*". Porté par le Département, il vise à une meilleure gestion de l'eau, s'assurant ainsi de suivre le plan "*eau*" du président Emmanuel Macron.

Par la suite, elle promet 2 000 places supplémentaires en EHPAD, 60 millions d'euros de l'État pour financer deux lycées tournés vers la mer et le tourisme, ainsi qu'une aide au financement d'études sur les mobilités et les transports en commun à La Réunion.

D'autres promesses sont faites : l'extension de l'aide fiscale Outre-mer pour accélérer la réhabilitation des logements sociaux,

avec une augmentation de 35 à 50 % du taux de subvention pour la prise en charge par l'Agence Nationale de l'Habitat pour la rénovation des logements locatifs privés.

Elle promet l'ouverture de la prime Rénov' pour aider à rénover les copropriétés, et la mise en place de la prime Adapt' pour la rénovation et l'adaptation des logements anciens pour les personnes âgées.

Enfin, 10 millions d'euros sont promis à la filière fruits et légumes pour tout l'Outre-mer. Une somme dérisoire, une fois divisé entre chaque territoire, qui a besoin au-delà de l'aide de l'aide d'Etat, de mesures adaptées à leurs besoins et territoire.

Au sommet du Maïdo, Elisabeth Borne et ses quatre ministres ont voulu donner l'image d'un gouvernement en action et d'une Première ministre qui maintient le cap. Un cap loin d'être en vue pour La Réunion.

### **Pas de solution pour résoudre la crise multiforme à La Réunion**

L'ensemble des mesures et subventions annoncées par la Première ministre sont à prendre pour résoudre occasionnellement les problèmes par secteur, mais elles ne résoudront pas les problèmes structurels de La Réunion.

Face à la crise multiforme (emploi, prix et revenus, logement, santé, agriculture, industrie, transports, changement climatique...), la Première ministre n'a pas offert de perspectives de sortie de crise.

Raison pour laquelle, les Réunionnais et Réunionnaises doivent prendre en main leur avenir et construire ensemble un projet global de développement. Un cadre adéquat a été instauré par l'État, pour permettre aux Réunionnais(e)s de bâtir la société de demain : la Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP) prévue par la loi

N.O.T. Re. Il faut lancer cette conférence territoriale, élargie à toutes les forces vives de La Réunion, car elle apportera des solutions adaptées à notre territoire.



## An suivan la poliss minissipal dann péi maoré.

Mézami koméla la pi moiyn fé arien san ké néna in kaméra i fime aou . La télé néna son kaméra mé sa de toutan. Shakinn rantre nou sak néna in téléphone, néna galman in kaméra é k'i fime sirtou sak i fo pa fimé. Mé mi sava anparl azot kékshoz lé pa indiskré, vi k'sa la pass dann télé Mayotte é téi anparl karéman konm kékshoz la poliss minissipal Mayotte i fé lo pli simploman.

Anfin bande zoinalist la anbank dann voitir la poliss épi la suiv banna apré fé dé shoz inportan. Mi rapèl pa toute, mé mi rapèl la domande in madame tir dann shomin in sharjman 020 l'avé désharj dsi lo trottoir dovan son kaz .La fé konprande aèl, sa téi doi sorte dsu lo domène piblik é fissa. Sé dir si banna i plézante pa! Apré l'amontre ankore in n'afèr é lo klou dann la sorti sé in marshan a la sovette.

Zot i koné té in madame l'avé mète par min, par min in réjime fig gabou dovan son kaz. Sirman l'avé in pé manyok épi toute bande ptite séréal banna i yèm laba, konm nou ni yèm issi.



La poliss la doboute èk èl konm èl la doboute avèk la poliss .La poliss la di néna in arété lo mèr i défande vande la sovette, é lo fam la réponde : « *Alé anrishi azot !* ». Toussa-la la fini par in drol zafèr : in vékil a shoniye- konm in pti tank- la pass avan-aryèr-aryèr-avan dsu lo bazar lo fanm épi la krazé. Konm de koi la poliss Mayotte i plézante pa.

Mé pètète na poin pov laba ! Pètète banane lé fé pou krazé simploman ! A moïnss ké la poliss la mal aplik lé zorde.. antouléka, si zot i vé demoune lé kontan avèk zot, mi panss sé sa k'i fo fé é zot la gingn zot zourné.

A bon antandèr, salu !

**Justin**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
71ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;  
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:  
Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques  
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:  
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

Site Web: [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP: 0916Y92433